

du possible, être proche du peuple et lui laisser prendre des décisions.

J'invite le député de Yorkton-Melville à envisager une conversion intégrale. Au nom du caucus de la Saskatchewan du parti conservateur, je l'invite à rallier nos rangs où il pourra se battre en comptant sur l'appui unanime des collègues.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Moutain): Ce n'est pas ce que je vais dire qui va affaiblir la résolution dont nous sommes saisis. Il est malheureux toutefois que cette résolution soit présentée maintenant, compte tenu de ce qui se passe au Canada depuis quelques années, et surtout depuis cinq ou six mois.

Je roulais en voiture dans l'État de Washington en fin de semaine dernière quand j'ai entendu les stations de radio américaines parler de «scam». Je savais que c'était un néologisme et j'en ai cherché la définition dans les dictionnaires récents. Autant que je puisse en juger, cela veut dire fraude, manipulation de l'opinion, propagande mensongère. Il en était question dans les nouvelles ce jour-là parce que c'était la fin du procès qu'ont subi pendant quatre ou cinq mois trois législateurs de l'État de Washington pour mystification pour avoir conspiré en vue de tromper la population. Si ce n'est pas ce que nous avons au Canada depuis quatre ou cinq mois, je me demande bien ce que c'est!

Une voix: Depuis dix-sept ans.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): La manipulation de l'opinion semble être entrée dans le répertoire des techniques de tous les partis politiques mais y avoir recours quand nous débattons une question d'intérêt commun à tous les partis, la constitution, cela dépasse les bornes. N'étant pas une compagnie comme General Motors, Ford ou Chrysler vous n'avez pas à vous astreindre aux règles. Si elle fabrique une automobile invendable, elle investit des millions de dollars en publicité pour prétendre que c'est la meilleure voiture de tous les temps. Elle s'arrange pour attraper les nigauds. Les gogos n'ont aucun recours, malheureusement, mais un jour ou l'autre les sociétés automobiles sont acculées à la faillite. D'autres sociétés viennent offrir un meilleur produit qui convient mieux aux besoins des gens, mais pendant 15 ou 20 ans ils vous roulent vraiment dans les grandes largeurs.

La mystification est un problème si grave aux États-Unis—et je pense que la politique américaine est tout juste un cran plus bas que la nôtre—que ces procès ont lieu dans presque tous les États. Les choses en sont arrivées au point là-bas que j'ai même entendu des gens parler de porter des accusations de mystification contre les candidats à la présidence qui font maintenant campagne pour les trois partis—deux partis et un candidat indépendant. Ils croient avoir le droit de poursuivre les gens qui ont essayé de les bernier. La principale accusation portée contre eux serait celle de conspiration en vue de tromper. Par Dieu, n'y a-t-il pas de la conspiration et de la fraude ici?

Une voix: C'est ce qu'on appelle le Libéralisme.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'aimerais affirmer en termes clairs et simples ce soir que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tel qu'il a été établi par les Canadiens au Canada, est une bonne loi et une bonne constitu-

La constitution

tion. Non seulement il a bien servi le pays pendant plus de 100 ans mais il peut encore nous servir pour un autre siècle. Nous n'aurions aucune difficulté à régler nos problèmes, s'il existait de bons sentiments et une volonté de collaborer entre les divers éléments et les différents niveaux de gouvernement.

Je dis cela parce que je sais, pour l'avoir vu, de quelle façon la situation s'est détériorée. Si j'en ai le temps, j'aborderai peut-être la question du fédéralisme coopératif que nous avons tenté de mettre en œuvre de 1957 à 1963. J'aimerais toutefois mettre les choses plus à jour.

Quel est le véritable problème qui nous intéresse au Canada aujourd'hui? Quelle est la véritable querelle de fond? Ce n'est pas le fait français. Pour autant que je sache, chaque province du pays s'efforce de son mieux de résoudre cette situation. L'enjeu de nos luttes au Canada aujourd'hui est le même que celui des luttes que nous avons menées avant même de former un pays.

Si nous nous reportons au début de l'histoire de la colonie française et des colonies anglaises, nous voyons que l'enjeu de la lutte était la terre. Dans ce que nous appelons le Québec aujourd'hui on ne trouvait que de petites fermes seigneuriales de 30 ou 50 acres mais les gens pouvaient gagner leur vie sur ces terres. Dans la colonie de l'ouest de l'Ontario le clergé a accaparé les meilleures terres. Tout le monde réclamait une terre et la situation était la même aux États-Unis. On a finalement réglé la question en déplaçant la population vers l'Ouest. Quand nous avons donné naissance à notre gouvernement en 1867, Cartier, disait au nom de sa partie du pays que les agriculteurs en difficulté, qui se trouvaient dans ce qui est maintenant le Québec, avaient là une magnifique occasion d'aller vers l'Ouest et de se partager le grand désert. Bien des députés ici savent pourquoi ils n'y sont pas allés. Les gens de bien des pays, de la région de l'Atlantique, des cantons de l'Est, et de l'Ontario y sont allés. Dieu merci, ils y sont allés, car les Américains arrivaient du Sud pour prendre les terres. Nous avons fondé un pays d'un océan à l'autre. Malheureusement trop peu de filles et de fils de petits travailleurs agricoles du Québec nous ont suivi dans cette grande aventure.

● (2040)

La terre est encore rare aujourd'hui, mais il y a dessous quelque chose qui nous intéresse. Nous avons découvert dans le sol, à cause de la productivité des deux derniers pouces, une richesse extraordinaire dans les nappes aquifères—de l'eau, si vous voulez, des cours d'eau souterrains—dont le volume est plus grand que tous les Grands lacs ensemble. Au fond des couches sédimentaires, on trouve des sources d'énergie thermique d'une richesse qui est des centaines de fois plus considérable que celle des ressources en hydrocarbures. Quand vous découvrez l'existence de toutes ces richesses, qui croyez-vous veut sa part de gâteau? Nous avons assisté au cours de la dernière décennie à une bataille entre les fonctionnaires provinciaux qui s'agrippent à ce qu'ils ont et les fonctionnaires fédéraux—du ministère des Finances—qui se démènent comme des diables pour mettre la main dessus. Ils se disputent le terrain d'une autre façon, maintenant; ils se battent pour les impôts qu'ils peuvent en tirer. Nous voici donc avec un gouvernement fédéral, avec un groupe d'experts compétents en fiscalité contre lequel des personnes aussi compétentes au niveau provincial luttent pour conserver ce qu'elles ont.